

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 04/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SEVELNORD**

BP 10

59111 Lieu-Saint-Amand

Références : V2-2024.241

Code AIOT : 0007001055

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2024 dans l'établissement SEVELNORD implanté ZI N° 3 BP 10 59111 Lieu-Saint-Amand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La précédente inspection sur le thème des rejets atmosphériques a eu lieu le 23/01/2023 et a fait l'objet d'une proposition de mise en demeure pour non remise d'une étude technico-économique sur la réduction des composés organiques volatils.

En 2024, une des actions de l'inspection retenue au niveau national porte sur la prévention des émissions de COV et l'arrêté ministériel lié à l'application du BREF STS (secteur traitement de surface utilisant des solvants organiques) entre en application en décembre.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEVELNORD
- ZI N° 3 BP 10 59111 Lieu-Saint-Amand
- Code AIOT : 0007001055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEVELNORD produit sur le site d'Hordain des véhicules utilitaires légers et des véhicules particuliers pour 6 marques : Peugeot, Citroën, Opel, Vauxhall, Fiat et Toyota avec des motorisations thermiques (diesel) et, depuis fin 2020 électriques avec une vitesse de ligne de 32 véhicules / h en 2023. Fin 2023, l'usine employait 2543 personnes. La production s'articule autour de trois ateliers :- le «Ferrage» pour l'assemblage des pièces de carrosserie à partir des pièces embouties achetées,- la «Peinture» pour les opérations de protection et de revêtement des caisses,- le «Montage» pour l'assemblage des équipements et organes mécaniques sur le véhicule. L'activité menée sur le site relève principalement des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes:- 3260 : Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique sous le régime de l'autorisation ; - 3670 : Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organique sous le régime de l'autorisation (rubrique principale IED) ; - 2921-1 : Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle sous le régime de l'enregistrement ; - 2940-2 : Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sous le régime de l'enregistrement ; - 4331-2 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 sous le régime de l'enregistrement. L'établissement a été initialement autorisé par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré en date du 11/01/1993. Les arrêtés préfectoraux des 04/12/2002, 02/02/2006 et 26/06/2020 ont notamment modifié et complété les prescriptions de l'arrêté de 1993 pour ce qui concerne les rejets atmosphériques du site. Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

### Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
2	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Sans objet
3	Surveillance des émissions de COV	Arrêté Préfectoral du 04/12/2002, article 5.5.2.3	Sans objet
4	Respect des VLE - bilan massique COV	Arrêté Préfectoral du 04/12/2002, article 5.5.2.1	Sans objet
5	Réduction des émissions de COV	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 11	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'étude technico-économique de réduction des émissions de COV a été remise. Les efforts de

SEVELNORD ont porté sur la réduction à la source avec l'utilisation de peinture plus couvrante notamment. La proposition de mise en demeure liée à la non remise de l'étude technico-économique de réduction des émissions de COV n'est plus justifiée.

L'inspection n'a pas révélé de non-conformités mais des interrogations subsistent à l'issue de la visite sur les valeurs limites à respecter en sortie d'incinérateur de même sur les rejets d'atelier qui pourraient potentiellement être reliés à l'incinérateur en fonctionnement. Des compléments sont demandés à l'exploitant sous 3 mois dans ce sens.

L'exploitant a augmenté la fréquence de surveillance des rejets des cheminées du process peinture, suite aux échanges entre l'exploitant et l'administration sur le dossier de réexamen déposé après la parution des conclusions du BREF STS.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Canalisation des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
<b>Constats :</b>  Les conduits explicitement décrits dans les arrêtés préfectoraux en vigueur sont : -> les cheminées des box petites retouches ainsi que des étuves et cabines des retouches peintures*, à l'art. 5.2 de l'AP 26/06/2020 ;  -> le rejet de l' incinérateur RTO, à l'art. 9 de l'AP 26/06/2020 .  En plus de ces 3 conduits, le process peinture compte 14 conduits. L'ensemble de ces points sont représentés sur le schéma joint en annexe. Les VLE applicables aux rejets de COV s'exprimant en g COV par véhicule et g COV/m <sup>2</sup> , la conformité se justifie par un bilan matière qui ne nécessite pas de disposer des valeurs de rejet à chaque émissaire.  Les activités de peinture sont regroupées dans le bâtiment 2. La visite de terrain dans les couloirs attenants aux chaînes de peinture n'a pas mis en évidence d'odeurs suspectes révélatrices de rejets importants de diffus.  * respectivement conduits ZAL, ETU.PR et CAB.PR sur le schéma en annexe.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Traitement des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des effluents

### Prescription contrôlée :

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### Constats :

Les prescriptions générales relatives au traitement des COV figurent à l'article 5.1.2 de l'AP 11/01/1993. Les installations de traitement en place sur le site sont :

- les roues d'adsorption zéolithes TA1 et TA2 qui concentrent les effluents atmosphériques des cabines bases 1 et vernis ; ces roues sont réglementées plus spécifiquement à l'art. 8 de l'APC 26/06/2020 ;

- l'incinérateur régénératif (RTO) qui traite les effluents issus des zéolithes, des étuves des apprêts (PVC) et laques est réglementé par :

- l'article 5.5.3.1 de l'AP 11/01/1993 modifié qui fixe un rendement minimal d'épuration de 90 % et une température d'incinération minimale de 720 °C ;

- et les articles 9 et 10 de l'AP 26/06/2020 ; les prescriptions portent sur la hauteur et la vitesse des rejets ainsi que des actions à réaliser en cas d'arrêt de l'incinérateur.

Il n'y a pas de valeur limite de concentration de COV fixée dans l'AP (article 5.5.3.2 de l'AP11/01/1993 remplacé par l'article 13.5 de l'AP 04/12/2002).

Cet incinérateur ayant été installé sur le site en 1996, la VLE fixée à 20 mg/Nm<sup>3</sup> (ou 50 mg/Nm<sup>3</sup> si le rendement est supérieur à 98%) en sortie d'incinérateur suivant l'article 27-7 de l'AM 02/02/1998 ne s'applique pas de facto aux rejets du RTO de SEVELNORD.

L'inspection du 01/07/2024 n'a pas porté sur les roues zéolithes. Pour rappel, l'inspection du 23/01/2023 n'avait pas mis en évidence de non-conformité sur ces dispositifs de traitement.

Concernant le RTO, l'exploitant a indiqué lors de la visite du 01/07/2024 que la température est mesurée et enregistrée en continu et qu'un automate remonte en salle de contrôle les défauts. Les actions de maintenance à effectuer lors des tournées sont gérées via un logiciel de gestion de la maintenance (EXACT).

Un organisme agréé procède annuellement à une mesure de COV en amont et en aval d'oxydateur. Les derniers contrôles (hors contrôles inopinés mandatés par la DREAL) ont été effectués par l'organisme DEKRA en octobre 2021, juillet 2022 et juin 2023. Les résultats des mesures sont synthétisés dans le tableau suivant :

Année	Amont / Aval	[COVNM] en mg / Nm <sup>3</sup>	Flux en kg/h	Rendement
2021	Amont	594	31,7	
	Aval	45	1,9	94,2 %

2022	Amont	979	41,9	
	Aval	62,6	3,6	91,43 %
2023	Amont	647	34,8	
	Aval	49,5	3	91,37 %

Depuis 2021, les rendements sont supérieurs à 90 % et respectent donc la valeur limite de l'arrêté préfectoral.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'expliquer, sous 3 mois, pourquoi les concentrations en COV mesurées en sortie de RTO dépassent les valeurs prescrites à l'article 27.7 de l'AM du 02/02/1998 et de détailler les actions / travaux qu'il serait nécessaire de réaliser pour atteindre les limites de 20 mg/Nm3 (ou 50 mg/Nm3 si le rendement dépasse 98 %).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Surveillance des émissions de COV**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/12/2002, article 5.5.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des rejets de COV

**Prescription contrôlée :**

La surveillance en permanence des émissions canalisées et diffuses de l'ensemble des COV à l'exclusion du méthane est réalisée. Elle doit être donnée, d'une part dans le cas général des émissions de COV, le flux horaire maximal exprimé en kg/h de carbone total et, d'autre part, celui exprimé en somme des composés visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé ou présentant une phrase de risque R45, R46, R49, R60 ou R61. Cette surveillance peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions (dont bilan matière). Cette corrélation doit être confirmée périodiquement par une mesure des émissions pour les installations de traitement de rejets atmosphériques.

**Constats :**

La surveillance en continu des températures de fonctionnement de l'oxydateur est réalisée. Une mesure en sortie d'oxydateur est effectuée annuellement par un organisme agréé.

Les émissions de COV sont évaluées à partir d'un bilan matière établi sur la base des consommations de solvants, du nombre de mètres carrés peints et des COV contenus dans les déchets ou incinérés (RTO).

La quantité de COV émis par les 2 plus gros émissaires a été évaluée de manière plus précise en décembre 2023 sur 1 heure, heure durant laquelle les types de véhicules et les quantités de peinture ont été décortiqués.

Dans les conclusions du BREF STS reprises dans l'AMPG du 03/02/2022, la MTD 11 relative à la surveillance des émissaires consiste à :

- mesurer annuellement toute cheminée où le flux de COVT est  $< 10 \text{ kg C/h}$  ;
- mesurer en continu toute cheminée où le flux de COVT est  $\geq 10 \text{ kg C/h}$ .

Dans son dossier de réexamen de juin 2022, l'exploitant demande des aménagements à la MTD 11. Dans un courrier du 20/11/2023, l'Inspection a demandé à SEVELNORD de compléter son dossier de réexamen pour caractériser / évaluer les flux de COV rejetés à chaque émissaire. En réponse, l'exploitant a communiqué le 15/12/2023 :

- un synoptique du process cataphorèse et peinture ;
- la liste des conduits rejetant des COV complétée avec les valeurs de concentrations et flux dont une mesure a déjà été effectuée ;
- une méthode pour estimer les émissions des cheminées « Cabine bases 1 » et « Cabine Vernis », correspondant aux émissaires dont les flux de rejet mesurés en 2022 sont supérieurs à  $10 \text{ kg/h}$  ;
- une proposition pour effectuer une mesure sur les cheminées « bases 1 » et « vernis » annuellement (une mesure tous les 3 ans était demandée dans le dossier de réexamen).

Le jour de l'inspection, SEVELNORD a indiqué que toutes les cheminées dont le flux est inférieur à  $10 \text{ kg/h}$  seraient mesurées annuellement et celles dont le flux est supérieur à  $10 \text{ kg/h}$  trimestriellement.

L'inspection considère que ces propositions sont acceptables.

L'exploitant a présenté les actions de son plan de surveillance ayant un lien avec les rejets atmosphériques, à savoir :

- la sauvegarde des données de l'enregistreur de température de l'incinérateur (tous les 2 mois) ;
- la vérification du registre des défauts des installations de peinture du mois précédent ;
- la mesure trimestrielle des cheminées avec rejet  $> 10 \text{ kg/h}$  (base 1 et vernis) - action ajoutée le 07/03/2024 ;
- la mesure annuelle des rejets sur toutes les cheminées en peinture - action ajoutée le 07/03/2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Respect des VLE - bilan massique COV

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/12/2002, article 5.5.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des VLE - bilan massique COV

**Prescription contrôlée :**

La quantité totale de composés organiques volatils (COV) rejetée à l'atmosphère par carrosserie est donnée par le tableau suivant :

Date d'application	Flux maximal de COV
A compter du 30 octobre 2005	1.75 kg/carrosserie + 39 g/m <sup>2</sup> 1.425 kg/carrosserie + 42 g/ m <sup>2</sup> 0.325 kg / carrosserie + 53.25 g/m <sup>2</sup> ou 56.25 g/m <sup>2</sup>

Afin de mesurer le respect des engagements ci-dessus, l'exploitant doit établir, à une fréquence trimestrielle, un bilan des émissions de solvants issues de l'application des peintures qu'il transmet à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit. Il tient à cet effet une comptabilité des quantités et teneurs en solvants mis en œuvre dans les produits consommés. Il réalise un bilan des entrées et des sorties de matière y compris des solvants de dilution et de nettoyage et il détermine les rejets dans l'air, dans l'eau et dans les déchets. En l'absence d'épuration spécifique, il est considéré que la totalité des COV est émise à l'atmosphère lors des opérations d'application de peinture.

L'exploitant communique également à l'inspection des installations classées toutes les informations relatives à la production des véhicules pendant la période considérée et aux surfaces électrophorétiques des modèles fabriqués.

#### Constats :

Les bilans trimestriels pour 2023 sont :

	Total COV émis en kg	Nbre véh produits	Surface cata. Moyenne en m <sup>2</sup>	Émissions kg COV / véh	Émissions g COV / m <sup>2</sup>
1 <sup>er</sup> trimestre	137 573	37 883	153,1	3,63	23,7
2 <sup>e</sup> trimestre	150 971	40 547	153,0	3,72	24,3
3 <sup>e</sup> trimestre	94 391	33 729	151,9	2,8	18,4



4 <sup>è</sup> m e trimestre	101 047	33 855	150,8	2,98	19,8
Année 2023	483 982	146 014	152,3	3,31	21,77
VLE de l'AP				<> 8,5	56
NEA - MTD Bref STS / CTTE*					8 -30
NEA - MTD Bref STS / VP*					10 - 40

\* VP: véhicule particulier - CTTE: camionnette

Les normes de rejet par véhicule sont respectées.

La part de camionnette produite est prépondérante par rapport aux véhicules particuliers (ratio 65 / 35)

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Réduction des émissions de COV

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 11

**Thème(s) :** Risques chroniques, ETE réduction des émissions de COV

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique relative à la réduction des émissions de COV. Cette étude doit notamment examiner la mise en place de dispositifs de traitement de COV des points de rejet canalisés des secteurs « cabine base 2 » et « cataphorèse » et des points de rejet canalisés non envoyés à l'incinérateur des secteurs « cabines base 1 », « cabine vernis » et « étuve laques ».

Cette étude est mise à jour et transmise à l'inspection de l'environnement à une fréquence quinquennale.

## Constats :

A l'issue de l'inspection du 23/01/2023 , l'Inspection avait proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant pour non remise de l'ETE relative à la réduction des émissions de COV. L'ETE a été communiquée par l'exploitant par courrier du 21 juillet 2023 avant la signature de l'arrêté de mise en demeure.

Dans cette étude sont décrites les actions mises en œuvre pour réduire les émissions de COV :

- remplacement d'une roue zéolithe affectée au traitement de l'air Base 1 le 16/12/20 [397 600 €] et la remise à niveau du RTO (remplacement/réparation des registres, étanchéité pièce brûleur) avec pour conséquence une augmentation du rendement et une diminution des pannes [65 700€] → réduction de 4,1 g COV / m<sup>2</sup> estimée ;
- introduction d'une nouvelle peinture en monocouche au pouvoir plus couvrant (ICY White) au 2ème trimestre 2022 utilisée pour 60 % des teintes de véhicules produits → réduction de 6,8 g COV/m<sup>2</sup> estimée.
- l'étude d'autres produits de peinture au pouvoir plus couvrant à l'étude : Perla nera et titane grey (respectivement pour 10 et 20 % des teintes).

La mise en place de dispositifs de traitement de COV pour les rejets canalisés non envoyés à l'incinérateur a été étudiée :

- pour les cabines B2 et vernis : l'ajout d'une nouvelle roue zéolithe et sa liaison au RTO a été évalué à 668 440€ pour un gain de 2 à 2,5 g COV / m<sup>2</sup> ;

- pour la cataphorèse : la remise en service du RTO cataphorèse inactif depuis juin 2013 en raison de son pouvoir énergivore a été évaluée à 200 000 € pour un gain de 0,3 g COV/m<sup>2</sup>.

Ces installations n'ont pas été priorisées en raison de leur coût et du faible gain attendu.

La réduction des émissions de COV fait l'objet d'un plan d'actions sur lequel un point d'avancement a été fait lors de l'inspection :

- l'utilisation de peintures plus couvrantes :  
*Le projet de substitution de la teinte grise par une peinture plus couvrante (titane Grey) est en stand by*
  - réduction des épaisseurs de peinture Icy White à l'intérieur des véhicules VP depuis janvier 2024
  - utilisation du noir Perlat sans base 100 % depuis le 30 juin 2024
  - réduction des épaisseurs de 20 % de la base BO par l'utilisation d'un produit plus couvrant (la couche BO remplace l'étape d'apprêt) - échéance : 30/01/2024
- l'optimisation de l'application vernis dans les intérieurs de portes - échéance : 30/02/2024
- la suppression de l'application de peinture sous les capots
- l'arrêt de l'étuve PVC grâce au passage à un mastic ne nécessitant pas de cuisson avant peinture - échéance : 30/12/2023.

La proposition de mise en demeure liée à la non remise de l'étude technico-économique de réduction des émissions de COV n'est plus justifiée.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se prononcer sous 3 mois sur les traitements envisageables des rejets issus d'autres secteurs que base 1 non reliés à l'incinérateur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>